

Chine: Washington cible 26 entreprises accusées d'utiliser du coton du Xinjiang

[By AFP](#)

17 mai 2024



Champ de coton dans le Xinjiang, Chine.

Washington - Washington a annoncé jeudi l'ajout de 26 entreprises chinoises du secteur textile, accusées d'utiliser du coton provenant du Xinjiang, à sa liste des compagnies interdites d'exporter aux Etats-Unis, en application de la loi sur le travail forcé des Ouïghours (UFLPA).

Cette loi, entrée en vigueur fin 2021, vise à s'assurer que les entreprises américaines ne financent pas des activités reposant sur le travail forcé de la minorité musulmane de Chine, notamment grâce à une liste des fournisseurs ou sous-traitants avec lesquels elles ne sont pas censées travailler.

Les 26 entreprises désormais visées ne sont pas installées dans le Xinjiang mais sont accusées de se fournir en coton produit dans la région de l'extrême ouest de la Chine.

Cette inscription sur la liste vise à "améliorer la transparence et s'assurer que les entreprises responsables peuvent vérifier leurs chaînes d'approvisionnement et être sûres qu'elles n'incluent pas de produits issus du travail forcé", a justifié le département américain de la Sécurité intérieure, dans un communiqué.

"L'annonce de ce jour renforce notre application de l'UFLPA et oblige les entreprises à vérifier la provenance de leurs produits, afin d'empêcher que ceux issus du travail forcé ne pénètrent sur notre territoire", a assuré le secrétaire à la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, cité dans le communiqué.

"Nous continuerons à appliquer la loi dans le secteur technique et à tenir la Chine pour responsable de leur exploitation et des abus à l'encontre du peuple ouïghour", a-t-il ajouté.

Dans un communiqué séparé, la présidente du Conseil national des organisations du textile (NCTO), Kim Glas s'est "félicité" de l'annonce, y voyant "un pas important et un message fort à destination des contrevenants connus" à l'UFLPA.

Plus de 80 entreprises chinoises sont désormais inscrites sur la liste.

Les autorités américaines, ainsi que plusieurs autres pays occidentaux, ont condamné la pratique massive de travaux forcés menée par le gouvernement chinois à l'égard de la minorité ouïghour, estimant par ailleurs que leur traitement s'apparentait à un "génocide", ce que Pékin nie catégoriquement.

Selon des groupes de défense des droits de l'Homme, au moins un million de personnes, majoritairement issues de la minorité musulmane, ont été incarcérées dans la région du Xinjiang et sont victimes d'abus, notamment la stérilisation forcée des femmes et du travail contraint.

La loi de prévention, votée à la quasi-unanimité par le Congrès américain en décembre 2021, interdit toute importation de produits provenant du Xinjiang, à moins que les entreprises de la région puissent prouver que leur production n'intégrait pas de travail forcé.(AFP)